



# COMPRENDRE LES DYNAMIQUES DE LA PARTICIPATION ELECTORALE

Yves Victor Makaya

## ► To cite this version:

Yves Victor Makaya. COMPRENDRE LES DYNAMIQUES DE LA PARTICIPATION ELECTORALE: Cas des élections présidentielles françaises de 2007 et américaines de 2008. Deuxième colloque de l'Institut de sciences politiques Louvain-Europe (ISPOLE), Pierre Baudewyns et Min Reuchamps (ISPOLE), May 2014, Louvain-la-Neuve, Belgique. halshs-01074556

**HAL Id: halshs-01074556**

**<https://shs.hal.science/halshs-01074556>**

Submitted on 14 Oct 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## COMPRENDRE LES DYNAMIQUES DE LA PARTICIPATION ELECTORALE

### Cas des élections présidentielles françaises de 2007 et américaines de 2008

---

YVES VICTOR MAKAYA, PACTE – SCIENCES PO GRENOBLE

*Dans les régimes démocratiques, le système politique confère aux citoyens ayant la qualité d'électeur, le pouvoir de choisir au cours d'une élection, les représentants qu'ils jugent capables de les représenter à différents niveaux de l'État. Ainsi, par le vote, les citoyens participent directement au fonctionnement de la démocratie. Or, on assiste depuis quelques décennies à une « désaffection électorale », qui touche notamment la France où la participation électorale décline régulièrement depuis les années 1980 (Bréchon, 2009). Aux États-Unis la participation électorale connaît également des fluctuations irrégulières depuis la fin des années 1960 (Wolfinger et Rosenstone, 1980).*

*Cette tendance à la baisse de la participation électorale dont l'explication ne semble pas faire l'unanimité parmi les chercheurs, a tout de même connue une inversion à l'occasion des élections présidentielles françaises de 2007 et américaines de 2008. Considérés comme de véritables moments de « rupture » avec l'abstentionnisme électorale de longue durée, les taux de participation à ces scrutins, avaient alors atteints des niveaux exceptionnellement élevés : 84% au premier tour de l'élection présidentielle française d'avril-mai 2007 (contre 81% en 1981) et 64% à l'élection présidentielle américaine de novembre 2008 (contre 56% en 1972). Dans cette communication, nous comparons la participation électorale aux élections présidentielles françaises de 2007, à celle des élections présidentielles américaines de 2008.*

Depuis qu'elles existent en France, les élections présidentielles ont toujours été très fortement mobilisatrices. Ce scrutin majeur du système politique français se déroule au suffrage universel direct selon un mode de scrutin majoritaire à deux tours. C'est par ailleurs, l'élection qui enregistre les plus forts taux de participation.

Mais, la comparaison avec les États-Unis apparaît plus pertinente lorsque l'on examine les différences qui distinguent les deux systèmes politiques, à commencer par la nature du suffrage. En effet, pour élire leur président, les électeurs américains doivent effectuer toute une série de choix électifs lors de l'« *Election Day* », aussi bien au niveau local que fédéral. Un scrutin indirect est alors organisé avec un vote populaire dans chaque État, suivi d'un vote de ces grands électeurs qui, choisissent le président des États-Unis d'Amérique.

Contrairement au scrutin présidentiel en France, l'élection présidentielle américaine fait partie d'un ensemble de scrutins aussi bien administratifs, législatifs, municipaux, référendaires, gubernatoriales que sénatoriales appelés élections générales. Mais les différences ne s'arrêtent pas là : le système électoral, le mode de scrutin majoritaire à un seul tour, les procédures d'inscription sur les listes électorales, autant de disparités qui rendraient littéralement inintelligible une comparaison franco-américaine des élections présidentielles, n'eut été l'ouvrage de référence publié en 1993, et intitulé *Les chemins de l'abstention : une comparaison franco-américaine*<sup>1</sup>.

En analysant les attitudes politiques des électeurs français et américains lors de divers scrutins, ses auteures sont parvenues à définir une typologie des types d'abstentionnisme, et à différencier les spécificités de l'abstention française et de l'abstention américaine. Non sans avoir caractérisé l'abstentionnisme intermittent en France, les auteures montrent que l'abstentionnisme politique, comme une réponse à l'absence d'un véritable choix électoral, est plus fréquent aux États-Unis qu'en France. Toutefois, cette étude bien que complète, souligne la difficulté de disposer aux États-Unis, de données de bonne qualité sur l'abstention.

---

<sup>1</sup> Françoise Subileau et Marie-France Toinet (1993) démontrent dans leur ouvrage que la dépolitisation et le désengagement sont un mythe, car l'abstentionnisme complet n'existe pas en France et qu'il n'est aux États-Unis qu'une réponse à l'absence constatée d'une offre électorale crédible.

Ainsi, cette étude qui déploie essentiellement une méthodologie qualitative, s'appuie sur une « vaste panoplie » de données recueillies (données agrégées, échantillons de bureaux de vote, questions de sondages, entretiens non directifs).

En revanche, notre approche se réfère aux données d'enquêtes électorales dont les résultats nous fournissent un matériel empirique, riche d'informations relatives aux caractéristiques sociales ou culturelles, aux opinions, aux motivations ou conduites susceptibles d'expliquer les choix électoraux (Denni et Bréchon, 1989). Cette observation empirique des comportements, quantifiée aux moyens de grandes enquêtes selon l'approche déterministe de l'Ecole de Columbia, détermine notamment des effets d'appartenance sociale. Les individus déterminant leurs préférences politiques en fonction de leurs caractéristiques sociales (Lazarsfeld et *al.*, 1948), on procède par une répartition des groupes d'individus selon des critères structurels. En réalité, avec la montée de l'individualisation en politique, caractérisée notamment par de plus faibles attachements partisans et une plus grande tendance à sélectionner l'offre partisane, « participer » recouvre aujourd'hui un autre sens. Certes, l'acuité des campagnes électorales exerce sans nul doute davantage d'influence sur les citoyens lors des élections présidentielles. Mais, au-delà de tout déterminant structurel lié au refus de répondre passivement à l'appel du devoir civique, les individus veulent exprimer leur choix en fondant leurs préférences, non plus sur des logiques prédéterminées à l'avance, mais sur une démarche rationnelle qui leur permettra d'arbitrer entre la participation et l'abstention.

Dorénavant, avant de se décider, les citoyens veulent avoir de bonnes raisons d'agir (Boudon, 1997). C'est d'autant plus vraisemblable que l'étude de la participation électorale privilégie traditionnellement tantôt l'explication de nature sociologique, tantôt une interprétation liée au contexte politique et à la conjoncture électorale, tantôt une explication fondée sur le choix rationnel, à la façon d'un « puzzle » (Franklin, 2004) dont l'analyse suppose une lecture multi-niveaux de plusieurs phénomènes d'ordres sociologiques, économiques ou politiques, qui peuvent interagir aussi bien au niveau individuel qu'au niveau collectif.

Les élections présidentielles françaises de 2007 et américaines de 2008 constituaient ainsi une occasion de recentrer la question de la participation électorale, non pas au sens

d'un déclin annoncé, comme cela a souvent été argumenté dans la littérature, mais sur l'exceptionnelle mobilisation que ces deux scrutins ont suscitée. Or, à défaut d'une comparaison chronologique de ces élections sur le temps long, nous avons choisi d'étendre la séquence électorale aux scrutins suivants. Ainsi, nous avons inclut les scrutins législatifs français de juin 2007, et les élections de mi-mandat américaines de 2010. Nous avons à cet effet, réalisé nos analyses à partir des données d'enquêtes électorales issues, d'une part du Panel électoral français de 2007 du Cevipof, et d'autre part, des *Time Series Study* (séries chronologiques) de 2008 de l'*American National Election Studies* (ANES).

Nous avons ensuite, grâce à une analyse de régression logistique, souligné l'impact des facteurs prépondérants de la participation en nous aidant, d'un côté des résultats de l'enquête du panel électoral français, administré en face à face auprès de 1846 électeurs inscrits sur les listes électorales. De l'autre côté, nous avons utilisé les données chronologiques réalisées par l'ANES, en face à face auprès de 2323 individus, lors des élections présidentielles américaines de 2008.

Quand on cherche à comprendre les logiques mises à l'œuvre dans ces élections présidentielles françaises de 2007 et américaines de 2008, l'hypothèse conjoncturelle s'impose comme une explication plausible de la mobilisation survenue dans ces deux scrutins que tout ou presque oppose. C'est par l'analyse d'un des aspects conjoncturels que nous pouvons montrer le rôle prépondérant de la conjoncture électorale comme facteur déterminant du comportement politique des citoyens.

Ainsi, notre communication s'articulera autour de trois grandes dimensions permettant d'exposer notre modèle d'explication de la hausse de la participation électorale dans ce moment particulier. La première, la dimension diachronique, nous permettra d'appréhender le spectre historique de l'abstentionnisme électoral. Dans la seconde dimension, nous aborderons la question des outils de la comparaison entre la France et les États-Unis dans sa dynamique interétatique. Enfin, nous évoquerons dans la troisième dimension, la dynamique multi-niveaux de la participation à travers la différence de participation observée entre les scrutins présidentiels et législatifs français de 2007 d'une part, et d'autre part, les élections présidentielles américaines de 2008 et de mi-mandat de 2010.

## LA DIMENSION DIACHRONIQUE : LA PARTICIPATION DANS SON RAPPORT AU TEMPS LONG

---

Le choix du temps long pour interroger l'évolution de la participation en France et aux États-Unis s'inscrit dans une tendance historique qui se situe dans les années 1960. Cette période est alors marquée par de grands bouleversements politiques et sociaux, qui vont durablement imprégner les comportements politiques des électeurs, aussi bien français qu'américains. Dans ces deux cas, la dynamique diachronique correspond au moment particulier d'un « changement » majeur dans l'histoire électorale. En France, après son approbation par 62% des suffrages exprimés au référendum du 28 octobre 1962, et son application pour la première fois en 1965, l'élection du président de la République au suffrage universel direct est presque immédiatement devenue le temps fort de la vie politique française.

L'avènement de l'élection présidentielle en France coïncide aux États-Unis avec l'intégration civique d'une catégorie de citoyens. Le combat pour les droits civiques, mouvement visant à exiger la modification des règles discriminatoires d'accès au vote pour les Noirs, aboutit en 1965 à l'incorporation de millions de citoyens noirs dans le corps électoral potentiel. De plus, sous l'effet combiné de la croissance démographique, du droit de vote accordé aux femmes, respectivement aux États-Unis en 1920 et en France en 1944, mais également en raison de la décision prise en 1971 aux États-Unis et en 1974 en France, d'abaisser l'âge de la majorité électorale de 21 ans à 18 ans, le nombre d'électeurs potentiels a considérablement augmenté dès le début des années 1970. De 28 millions en 1962, l'électorat potentiel français est passé à 29 millions en 1965, puis a régulièrement évolué jusqu'à atteindre plus de 44 millions en 2007. Aux États-Unis, la levée de mesures discriminatoires à l'égard des Noirs n'a entraîné qu'une modeste augmentation du vote noir. Néanmoins, l'élection présidentielle de 1972 a enregistré une évolution de 13% de l'électorat provenant notamment des nouveaux électeurs<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> L'avènement de ces nouveaux électeurs s'explique par la convergence de différents facteurs liés aux évolutions sociales et politiques du moment : l'abaissement de l'âge de la majorité électorale de 21 ans à 18 ans, l'émergence de mouvements féministes à la fin des années 1960, et le mouvement pour les droits civiques dont le *Civil Rights Act* (1964) mis fin à la discrimination raciale dans les lieux publics, et au cens électoral, notamment la taxe à la votation (*poll tax*) et les tests d'alphabétisation (*literacy tests*), en vigueur dans de nombreux États du Sud (McAdam, 1982).

Cependant, les élections se suivent mais ne se ressemblent pas. Chaque élection se distingue de la précédente, tant par la structuration de son offre que par l'évolution de la perception des citoyens.

Au moment où la lutte pour les droits civiques mobilisait l'électorat noir aux États-Unis, en France on élisait le premier président de la République française, au suffrage universel direct, avec une très forte participation au premier tour (tableau 1). Par la suite, les scrutins présidentiels de 1974 et 2007 ont constitué des moments clés de l'histoire électorale française. Mais cette performance électorale connaît vite une exception en 1969 avec une participation au premier tour « inhabituellement » basse. De 84,7% en 1965, la participation électorale chute en 1969 à 77,6%, enregistrant une baisse de sept points. Au second tour, les consignes d'abstention données par une grande partie de la gauche produisirent une première abstention record<sup>3</sup>. En 1974, un nouveau record de participation est successivement atteint au premier, puis au second tour avec des taux de participation de 84 et 87%. Ensuite, la mobilisation électorale ne connaîtra plus de fluctuations majeures jusqu'à la fin des années 1980.

**Tableau 1. Taux de participation à l'élection présidentielle française, 1965-2007 (en %)**

	1965	1969	1974	1981	1988	1995	2002	2007
1 <sup>er</sup> tour	84,7	77,6	84,2	81,1	81,3	78,4	71,6	83,8
2 <sup>nd</sup> tour	84,3	68,8	87,3	85,8	84,1	79,7	79,7	84

Source : Ministère de l'Intérieur, 2007

C'est à partir de 1995 et surtout en 2002, qu'un réel déficit de votants se creuse (Muxel, 2007). En effet, après deux années de cohabitation<sup>4</sup>, la mobilisation électorale montre des signes d'essoufflement. Déjà perceptible en 1995, l'abstentionnisme se confirme au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, au cours de laquelle près de trois

<sup>3</sup> En 1969, le taux de participation électorale au premier tour de l'élection présidentielle s'élève à 77,6% mais l'abstention affecte particulièrement le second tour dont la participation n'atteint que 68,8%. Pour autant, la tendance n'est pas encore à l'abstentionnisme, d'autant plus que des éléments conjoncturels liés à l'offre électorale expliquent essentiellement cette démobilisation des électeurs. En effet, la conjoncture électorale de 1969 s'inscrit dans le contexte d'une élection faiblement mobilisatrice de l'électorat socialiste derrière un candidat qui ne faisait d'ailleurs pas l'unanimité des partisans. La gauche ainsi privée d'un 2<sup>nd</sup> tour, est contrainte de voir s'affronter deux candidats, centriste et gaulliste aux programmes politiques assez proches.

<sup>4</sup> La cohabitation désigne une « *coexistence au sommet de l'État à la suite d'une nouvelle élection de deux autorités, l'une et l'autre issues du suffrage universel direct, de couleur politique opposée, ayant pour obligation constitutionnelle de fabriquer un gouvernement* » (Parodi, 1997). En France, trois régimes de cohabitation se sont succédés entre 1986 et 2002 (1986 – 1988, 1993 – 1995 et 1997 – 2002).

Français sur dix s'abstiennent. L'abstention progresse ainsi de sept points par rapport à 1995. Ce record d'abstention est largement conjoncturel : programmes plus nuancés, faible acuité de la compétition électorale, scrutin joué d'avance, etc. Mais au second tour, de nombreux citoyens qui n'avaient pas voté au premier tour se mobilisent davantage pour faire barrage à un candidat perçu comme un danger pour la démocratie (Bréchon, 2009).

De ce point de vue, la mobilisation à l'élection présidentielle de 2007 est en complète opposition avec celle de 2002. C'est un scrutin de « rupture » qui renoue avec la participation à 84% au premier tour, soit douze points de plus qu'en 2002. L'abstention tombe alors à un niveau très bas, proche de celle des premiers tours de 1965 et 1974.

Si en France la participation fluctue globalement selon la conjoncture du moment, les élections présidentielles américaines n'en restent pas moins différentes. C'est dans la décennie des années 1960 que la participation affiche ses taux les plus élevés depuis 1948.

**Tableau 2. Taux de participation à l'élection présidentielle américaine, 1960 -2008 (en %)**

	1960	1964	1968	1972	1976	1980	1984	1988	1992
VAP	62,8	61,9	60,9	55,2	53,5	52,8	53,3	50,3	55,1
VEP	63,8	62,8	61,5	56,2	54,8	54,7	57,2	54,2	60,6

	1996	2000	2004	2008
VAP	48,9	51,2	55,3	63,6
VEP	52,6	55,6	60,7	61,7

Sources : *Statistical Abstract of United States*, 2009 et McDonald et Popkin (2001).

Avec le *Voting Rights Act* de 1965, ce sont des millions de nouveaux électeurs émancipés des États du Sud, qui peuvent pour la première fois voter. Ainsi, de 20% d'inscrits en 1960, les Noirs représentent en 1970 environ 60% de l'électorat du Sud. Mais cet afflux de nouveaux votants masque partiellement le déclin de la participation, observé dans le reste de l'électorat (Putnam, 2000). En effet, les premiers signes d'essoufflement de la mobilisation apparaissent à la fin des années 1960 (tableau 2). Lorsque les nouveaux électeurs âgés de 18 ans votent pour la première fois en 1972, le taux de participation chute de cinq points et ne cesse de décliner jusqu'en 1980. Cette participation différenciée marque la longue période abstentionniste, qui s'étire de 1972 à 2004, et se caractérise par quelques légers sursauts de la participation en 1992 et en 2004.



L'évolution de la participation présente ensuite une légère hausse en 1984, mais le tournant majeur se situe en 1992, lorsque la mobilisation marque une nouvelle remontée significative. L'élection d'un président Démocrate a sans nul doute pesé sur l'incapacité des Républicains de résoudre la crise économique de la fin des années 1980. Néanmoins, l'élection de 2004 intervient dans le contexte particulièrement douloureux de l'après-11 septembre 2001. Cette échéance électorale majeure<sup>5</sup> fait suite au scrutin présidentiel de 2000, marquée par une issue contentieuse et contestée. Outre les questions économiques, la campagne électorale de 2004 se joue sur le thème majeur de la sécurité nationale, du patriotisme, de la morale, des valeurs familiales et du rôle leader des États-Unis dans le monde. Ainsi, la lutte contre le terrorisme implique l'engagement militaire en Afghanistan dès 2001 et l'ouverture d'un second front à l'issue incertaine en Irak.

En 2008, l'élection présidentielle établit un nouveau record de participation de l'électorat potentiel à 63,6%. Ce scrutin se déroule dans un contexte de récession économique caractérisée par une crise financière, un chômage en constante augmentation<sup>6</sup>, aggravé par des dépenses de guerre approuvées par le Congrès, une conjoncture politique qui bénéficiera aux Démocrates. Au terme de cette période d'abstentionnisme électoral, l'élection présidentielle américaine de 2008, comme celle de 2007 en France, apparaît véritablement comme un moment de « rupture ». La participation retrouve un niveau qu'elle avait connu dans les années 1960.

En définitive, certains travaux sont parvenus à proposer une interprétation multidimensionnelle des variations de la participation électorale (Lancelot, 1968 ; Franklin, 2004). Leurs auteurs argumentent tantôt sur les causes structurelles et sociologiques, tantôt par des raisons conjoncturelles et politiques. Notre analyse s'accorde plutôt à montrer des effets résultant d'une offre politique adaptée aux attentes des électeurs. Cette approche s'inscrit plus vraisemblablement dans l'explication de la montée de la participation intermittente qui caractérise, d'une élection à l'autre, la participation différentielle de la mobilisation électorale : les élections présidentielles mobilisent nettement plus que les élections législatives (ou des élections de mi-mandat).

---

<sup>5</sup> Documentation française « L'élection présidentielle américaine du 2 novembre 2004 » janvier 2005.

<sup>6</sup> Le taux de chômage est passé de 5% à quasiment 7,5% de la population active entre 2008 et 2009. Ce taux semble se stabiliser à 10% en janvier 2010. Source : *TradingEconomics ; Bureau of Labor Statistics*.

La baisse de la participation électorale dans de nombreuses démocraties a été confirmée par de nombreuses études (IDEA, 2002 ; Rosenstone et Hansen, 1993 ; Bréchon, 2009), lesquelles ont eues pour objectif d'apporter un éclairage substantiel à la compréhension de ce phénomène. Or, les scrutins présidentiels français de 2007 et américains de 2008 se sont déroulés dans des contextes largement différenciés.

Tout d'abord, les taux de participation aux élections américaines sont notoirement faibles en comparaison de ceux des élections françaises. Lorsque l'on compare la participation électorale dans les deux pays, on est confronté au problème méthodologique des chiffres de référence puisqu'ils ne représentent pas la même réalité. Pour les élections américaines, le taux de participation officiel est basé sur le nombre d'électeurs « potentiels » (ou *Voting Age Population*, VAP) que sont les électeurs ayant l'âge légal pour voter) car certains États n'exigent pas d'inscription sur les listes électorales. Cette estimation établie par le *Census Bureau* sert de référence, alors qu'en France le taux de participation est déterminé par rapport au nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales (*Voting Eligible Population*, VEP). Ainsi, d'une méthode à une autre, les incertitudes peuvent subsister : le taux de participation est mécaniquement sous-estimé pour la méthode VAP, tandis qu'il peut être surestimé lorsque les listes n'incluent pas tous les électeurs.

La population d'électeurs potentiels est généralement celle qui remplit les conditions de citoyenneté, de résidence et de capacité (Mayer, 2010). En France, il se définit notamment par la possession de la nationalité française, l'âge de la majorité électorale et la jouissance de ses droits civils et politiques. Aux États-Unis, on peut être citoyen américain et ne pas disposer complètement du suffrage, droit réservé aux seuls *US Citizens*. En effet, la loi américaine distingue les ressortissants (*US Nationals*) des citoyens (*US Citizens*). Les ressortissants américains, issus d'anciennes ou actuelles possessions d'outre-mer (Porto-Rico, Guam, îles Vierges américaines) ne votent aux élections fédérales, à moins d'être physiquement présents sur le territoire américain, où ils acquièrent pleinement la citoyenneté. De même, les citoyens résidant à Washington DC ne participent qu'à l'élection présidentielle au niveau fédéral et ne sont pas représentés au Congrès.

### *Les modalités d'inscription sur les listes électorales*

---

Pour voter en France, il faut accomplir un minimum de formalités. L'inscription volontaire nécessite une démarche administrative, sauf à 18 ans où l'inscription est en principe automatique. On peut alors se rendre au bureau des élections de la mairie de sa commune ou via Internet, pour s'inscrire sur les listes électorales, et ce avant le 31 décembre de l'année qui précède le scrutin. Pour obtenir sa carte d'électeur, il suffit de présenter les pièces justificatives de son identité et de sa résidence d'au moins six mois dans la commune d'inscription. Les jeunes en situation d'exclusion qui échappent à l'inscription automatique, n'ont que pour seul recours l'inscription volontaire.

En revanche, aux États-Unis, il n'y a pas de carte d'électeur. Chaque État dispose de ses propres lois en matière d'inscription, à l'exception du Dakota du Nord qui ne dispose pas de listes électorales. Ainsi, l'électeur qui souhaite voter, doit activement rechercher les informations relatives au scrutin. Pour s'inscrire sur les listes électorales, il doit remplir les conditions d'éligibilité et de résidence. Or, selon les États, les délais d'inscription peuvent varier du simple jour jusqu'à deux mois suivant l'installation du résident. Dans certains États, le citoyen peut s'inscrire jusqu'au dernier weekend avant le jour de l'élection, tandis que dans d'autres, les listes sont closes un mois avant le scrutin. Ainsi, d'un État à un autre, les coûts d'inscription sont tels que s'inscrire sur les listes électorales constitue un « fardeau » pour les citoyens (Wolfinger et Rosenstone, 1980), et ce malgré les mesures d'assouplissement des procédures d'inscription mises en place. En effet, avec l'entrée en vigueur en 1993 du *National Voter Registration Act* (ou *Motor Voter Act*), les procédures d'inscription ont été singulièrement facilitées au point où tout citoyen en âge de voter peut s'inscrire auprès de plusieurs administrations, grâce à son permis de conduire ou par le biais d'un formulaire d'inscription disponible en ligne (*National Mail Voter Registration Form*).

### *Les règles du jeu électoral*

---

D'un point de vue méthodologique, il est relativement plus facile d'étudier la participation électorale en France qu'aux États-Unis, notamment pour des raisons de fiabilité des données, et pour une plus grande praticité d'observation des comportements d'un tour

de scrutin à l'autre, ou de l'importance accordée à un type d'élection (Subileau et Toinet, 1993). En effet, la France fait figure d'exception parmi les démocraties occidentales, ayant conservé deux tours de scrutin pour une même élection. Aux États-Unis, les élections n'ont qu'un unique tour de scrutin, mais les électeurs votent pour plusieurs fonctions le même jour.

En France, l'élection présidentielle a lieu tous les cinq ans (contre sept ans jusqu'en 1995) pour désigner le titulaire de la fonction de président de la République française. Mais le système électoral, plus flexible, admet un plus grand nombre de candidatures à l'élection présidentielle, où le mode de validation des candidatures passe par l'obtention de cinq cent signatures d'élus. La procédure est plus complexe aux États-Unis où, car en plus de l'acquittement d'une somme forfaitaire et d'une obligation de faire enregistrer sa candidature dans chacun des cinquante États, le postulant doit attester du soutien d'un certain nombre de votants inscrits, obstacles redoutables pour des candidats indépendants (Persichino, 2008). Ainsi, le choix des électeurs se résume généralement à deux candidats, l'un démocrate, l'autre républicain. Tous deux peuvent s'appuyer sur la structure du parti pour faciliter leur enregistrement comme candidats, à l'issue d'un long processus de désignation au sein de leurs partis respectifs.

### *Les enjeux des élections présidentielles française et américaine*

---

Les enjeux se trouvent fréquemment au cœur des débats électoraux de la campagne. Ils sont la traduction des problèmes publics<sup>7</sup> rendus plus visibles par les médias. En France comme aux États-Unis, les campagnes se jouent ostensiblement sur les grands sujets du moment. Par exemple en France, dans un sondage CSA<sup>8</sup> publié en novembre 2006, à la question « *parmi les enjeux suivants, pourriez-vous dire quels sont les deux qui compteront le plus pour vous au moment de voter lors de la prochaine élection présidentielle ?* », l'emploi

---

<sup>7</sup> Les problèmes publics définis comme tels peuvent être issus soit d'événements rendus visibles par les médias et pris en charge par les acteurs politiques, soit des priorités d'action publique qui dans le contexte de la campagne électorale, peuvent être mis en avant par les médias. En mars 2007, durant la campagne présidentielle française par exemple, les « événements de la Gare du Nord » avaient été perçus comme une tentative de mise sur agenda de la question de l'insécurité.

<sup>8</sup> Sondage de l'institut CSA pour France Euroexpress/France Info portant sur « les enjeux de l'élection présidentielle de 2007 ».

(38%) et la sécurité (27%) se placent en première position devant les questions sociales et d'immigration. De même, aux États-Unis, l'économie est une préoccupation majeure traduit dans un sondage Gallup publié en février 2008, pour lequel 81% de l'opinion américaine juge que l'économie est mal en point. Par conséquent, l'économie demeure l'enjeu prioritaire<sup>9</sup> des électeurs américains (63%), devant la guerre en Irak (10%), suivi par le système de santé (9%) et la lutte contre le terrorisme. Cependant, l'analyse du panel électoral français de 2007 a permis de mettre en évidence la difficulté à distinguer un impact spécifique des enjeux (Sauger, 2009). Ainsi, pour corriger cette insuffisance, nous nous proposons de montrer l'importance du déroulement de la campagne, définie comme une composante de l'offre électorale sur la participation.

### *Présentation de l'étude empirique et méthode d'analyse*

---

La mise en évidence d'une relation entre les effets conjoncturels de l'offre électorale et la participation, passe par l'utilisation d'un outil méthodique et approprié, capable d'effectuer l'ensemble de ces traitements complexes. Pour ce faire, nous avons choisi d'utiliser le logiciel de statistiques SPSS (*Statistical Package for the Social Sciences*).

L'objet de notre communication étant de répondre à la question de la comparabilité des élections, nous avons choisi de présenter une analyse empirique relative aux indicateurs conjoncturels, en montrant que le déroulement de la campagne exerce une influence sur la participation électorale. En outre, les questions des enquêtes nous fournissent des données intéressantes sur les caractéristiques de la campagne présidentielle française de 2007 et américaine de 2008. Ainsi, nous avons pu dégager quatre composantes de la campagne électorale : les activités politiques pratiquées, le suivi de la campagne, le suivi des nouvelles politiques et le sens du vote.

Nos analyses s'appuient sur des données d'enquêtes françaises du Cevipof, et américaines de l'ANES comportant un défaut majeur de sincérité des déclarations, du fait d'une surestimation systématique par les sondés de leur participation (Matsusaka et Palda,

---

<sup>9</sup> Dans un sondage du CNN/Opinion Research Corporation. À la question « *which of the following issues will be most important to you when you decide how to vote for president ?* », les électeurs privilégient l'économie (57%) et la guerre en Irak (13%), au détriment de l'immigration illégale (5%) ou les questions de sécurité liées au terrorisme (10%).

1999). Or, les résultats obtenus reposent sur des taux de participation mesurés auprès des répondants, à partir de leurs déclarations de vote (tableau 3). Ainsi, pour réduire cette fragilité inhérente aux déclarations de ceux-ci, nous avons choisi d'utiliser la méthode de l'analyse de régression logistique qui permet d'éliminer ce biais en sélectionnant les résultats avec un seuil significatif inférieur à 10%, tout en prenant en compte un plus grand échantillon de facteurs explicatifs.

**Tableau 3. Taux de participation électorale officiels et mesurés (en %)**

Type d'élections	France <sup>(1)</sup>		États-Unis
	Présidentielles 2007		Présidentielles 2008
	1er tour	2nd tour	
Participation officielle	83,8	84	63,6
Participation mesurée	95	92,8	78,5

<sup>(1)</sup> France entière.

Sources : Ministère de l'Intérieur et Cevipof, 2007 ; *Statistical Abstract of United States*, 2008 et ANES 2008.

La régression logistique est une méthode statistique permettant d'étudier et de mesurer la relation qui existe entre une variable à expliquer, dite « dépendante », et les variables explicatives, ou variables « indépendantes ». On peut ainsi déterminer le sens d'une relation entre deux variables. Cette méthode consiste à construire une équation à partir des données d'un sondage, afin d'estimer l'impact respectif de chacune des variables explicatives sur la variable à expliquer. La régression logistique est utilisée lorsque les variables sont dichotomiques. Ainsi, la variable dépendante de la participation électorale est codée en variable binaire. On lui affecte la valeur 1 lorsque l'électeur déclare avoir voté, ou la valeur 0 lorsque l'électeur n'a pas voté.

Pour mettre en évidence l'importance empirique des quatre composantes conjoncturelles dégagées, il est nécessaire de contrôler les déterminants structurels qui en dépendent. Les premiers, d'ordre socioéconomique structurel, reposent principalement sur l'étude des variables d'âge, de genre, de niveaux de revenus, de diplômes et de pratique religieuse. L'absence de critères socioprofessionnels dans l'enquête de l'ANES nous a conduit à préférer le statut professionnel à la catégorie socioprofessionnelle. Ces variables traduisent ainsi l'intégration politique et économique des répondants. Ensuite, les déterminants structurels de second ordre prennent en compte le positionnement politique, et de l'affiliation partisane dont aucune étude française ne mentionne l'éventualité d'une relation avec la participation (Fauvelle-Aymar et François, 2005).

Au final, nous nous attachons à tester l'incidence de ces composantes conjoncturelles sur la participation, en contrôlant les déterminants structurels, notamment l'affiliation partisane et l'autopositionnement sur l'échelle politique. La participation électorale aux deux scrutins présidentiels français de 2007 et américains de 2008 s'explique donc par des caractéristiques structurelles socioéconomiques et politiques des électeurs, ainsi que par des variables conjoncturelles rattachées au déroulement de la campagne électorale. Ce sont ces trois catégories de variables explicatives que nous allons examiner.

Les déterminants socioéconomiques nous indiquent généralement le degré d'intégration sociale et politique des citoyens (Subileau et Toinet, 1989 ; Jaffré et Muxel, 1997), à l'aide de trois catégories de facteurs essentiels. Tout d'abord, l'âge puisque les abstentionnistes sont les plus nombreux parmi les moins de 34 ans, alors que les plus de 60 ans ont tendance à participer davantage (avec toutefois pour des raisons évidentes, une baisse de la participation à partir de 75 ans). Pour tenir compte de la structure par âge, nous avons introduit une d'âge qui correspond à la tranche d'âge des 35-65 ans ; puis, le niveau de diplômes qui mesure la proportion de répondants titulaires d'un diplôme. De fait, on devrait logiquement observer une plus forte participation chez les diplômés ; et le statut professionnel qui distingue les répondants exerçant une activité professionnelle de ceux qui appartiennent aux autres catégories (retraités, au foyer, chômeur, etc.)

En plus de l'âge et du niveau de diplômes, nous insérons dans ce modèle les variables structurelles explicatives les plus significatives : le genre, le statut professionnel des répondants exerçant une activité professionnelle, et la pratique religieuse si l'interviewé est catholique/protestant. Nous avons retenu le cas où la variable binaire (codée en 0 ou 1) reçoit la valeur 1 afin de mesurer l'effet sur la participation des variables du genre (homme), de l'âge (35 à 65 ans), du niveau de diplômes (diplômés), du statut professionnel (actif) et de la religion (catholique/protestant).

Étant donné que le mode d'évaluation des revenus du foyer diffère d'une enquête à l'autre, nous avons considéré les modalités soumises à l'enquête. Ainsi, dans l'enquête électorale française par exemple, on parle d'une évaluation sur une échelle visant à mesurer la « *facilité à vivre avec les revenus du foyer* » pour laquelle le répondant déclare vivre « facilement » avec les revenus de son foyer. En revanche, dans l'enquête américaine, cette évaluation est fonction du montant des revenus annuels du foyer supérieurs à 20000\$.

Aux variables structurelles socioéconomiques, nous avons inclus dans l'analyse des variables politiques relatives à l'autopositionnement politique sur l'échelle politique et à l'attachement partisan. Nous considérons le cas de figure où le répondant se situe à gauche (libéral) de l'échelle politique, et la variable de l'attachement partisan nous permet de mesurer le degré de proximité partisane de l'enquêté.

Toutefois, la participation peut être influencée par une « logique conjoncturelle » de la compétition électorale, qui conditionne la rencontre entre l'offre et la demande électorale (Gerstlé, 1996). Mais la conjoncture comprise comme une caractéristique propre à l'élection, relève de facteurs à court terme, résultant de la situation économique, les médias, les acteurs politiques, le déroulement de la campagne, les activités de campagne, les dépenses électorales ou les sondages d'opinion (Harrop et Miller, 1987). Et tous pouvant influencer sur la participation. Ainsi, l'importance quantitative de l'offre électorale est évaluée au travers des quatre variables. Tout d'abord, les activités politiques pratiquées, qui définissent l'implication personnelle de l'interviewé dans la campagne électorale (discussion, persuasion, présence aux réunions publiques, soutien à un candidat, etc.); puis, la fréquence de suivi quotidien de la campagne ; la fréquence de suivi des nouvelles politiques à la télévision, qui constitue média le plus utilisé en matière d'information politique (Tiberj et Vedel, 2007). Or, l'on peut être informé sans pour autant avoir obtenu ses informations politiques par le biais de la télévision. Selon toute logique, on devrait observer que la variable du suivi des nouvelles politiques ne soit pas du tout significative ; et le sens du vote dont on note que seule l'enquête américaine a formulé la question, et qui permet de mesurer le vote comme un devoir civique.

On a donc procédé à un recodage des variables conjoncturelles en variables dichotomiques afin de mesurer leur impact sur la participation électorale (tableau 4). Pour l'ensemble de ces variables, nous retenons le cas où la variable binaire (codée en 0 ou 1) reçoit la valeur 1. Ainsi, pour les activités politiques pratiquées le répondant déclare avoir participé aux activités politiques de la campagne. Pour le sens du vote, l'enquêté juge que c'est un devoir de voter aux élections nationales. Nous avons recodé la variable du suivi de la campagne pour l'électeur « attentif » qui suit tous les jours ou presque tous les jours la campagne. Enfin, nous avons défini le suivi des nouvelles politiques dans le cas où le répondant déclare être « informé » des nouvelles politiques de la campagne à la télévision.



**Tableau 4. L'impact des variables expliquant la participation aux élections présidentielles françaises de 2007 et américaines de 2008.**

	France, 2007		États-Unis, 2008
	1 <sup>er</sup> tour	2 <sup>nd</sup> tour	
homme	-0,21	-0,04	0,46
revenus du foyer	0,13	0,24	0,32
actif	0,28	0,04	-0,55
âge	1,23***	1,06***	-0,61
diplômés	0,70**	0,58**	2,03
gauche/libéral	0,26	0,32	0,98
proche d'un parti	0,38	0,57**	1,44**
catholique/protestant	-0,13	-0,12	0,35
activités politiques pratiquées	0,60*	0,23	1,51*
suivi de la campagne	0,60**	0,59***	2,13***
suivi des nouvelles politiques	-0,46	-0,37	0,61
sens du vote	<i>ns</i>	<i>ns</i>	2,23***
Constante	1,65	1,27	-5,42
effectifs inclus	1667	1610	170
pseudo R2	0,078	0,078	0,452
prob > Chi2	0,000	0,000	0,000
prédiction correcte	95,5%	93,2%	89,4%

*Indication du niveau de significativité : \*p<0,10 \*\*p<0,05 \*\*\*p<0,01*

Note de lecture : La variable dépendante ne comprenant que deux modalités, on peut par exemple lire pour le second tour que le fait d'être « attentif » à la campagne présidentielle française augmente de 1,6 (la valeur exponentielle de 0,59 est de 1,6) la probabilité de participer de l'élection présidentielle française. *ns* : non spécifié. Sources : Cevipof, 2007 ; ANES, 2008.

Le modèle de régression présenté a été obtenu en utilisant la méthode d'estimation du rapport de vraisemblance (*Likelihood Ratio*, LR)<sup>10</sup>. Globalement, les résultats de nos estimations sont très satisfaisants. Les variables explicatives permettent de prédire correctement environ 96% des votes au 1<sup>er</sup> tour et 93% au 2<sup>nd</sup> tour de l'élection présidentielle française, et 89% à l'élection présidentielle américaine.

<sup>10</sup> Cette méthode procède, à l'aide de SPSS, d'un traitement des données, qui revient à insérer toutes les variables prédictrices en même temps, et à indiquer lesquelles contribuent significativement à la qualité de l'ajustement.

Les résultats obtenus présentent une influence fortement nuancée des variables socioéconomiques puisque le genre, les revenus, le statut professionnel, le positionnement politique et la pratique religieuse ne sont pas déterminants du taux de participation électorale. Les variables d'âge et de niveau de diplôme ne sont cependant significatives que pour l'élection présidentielle française. Plus la proportion de diplômés est élevée et plus le taux de participation est fort. En revanche aux États-Unis, contrairement aux résultats attendus, ni l'âge, ni le niveau de diplôme ne semblent déterminants du taux de participation. En effet, les coefficients associés à ces variables ne sont pas significatifs. Mais, si l'on écarte des estimations la variable des revenus, celle du niveau de diplôme apparaît fortement significative, et contribue à expliquer au seuil de 1% le taux de participation. L'effet des revenus est donc dominant sur celui du niveau de diplôme en raison notamment d'une forte mobilisation des couches populaires économiquement faibles.

Toutefois, le fait remarquable reste la domination de la proximité partisane comme facteur central des comportements, aussi bien pour l'élection présidentielle française (elle est nettement plus significative au second qu'au premier tour), que pour l'élection présidentielle américaine. Les valeurs estimées pour l'affiliation partisane nous indiquent que le taux de participation est d'autant plus important que l'électeur témoigne d'une forte proximité partisane, ce qui est conforme aux résultats attendus.

On observe une relation positive entre le suivi de la campagne et la participation électorale. Plus on suit régulièrement la campagne, moins on a tendance à s'abstenir. Ainsi, toute chose égale par ailleurs, les électeurs américains qui suivent régulièrement la campagne électorale ont 5,8 fois plus de chance de participer à l'élection présidentielle de 2008, tandis que les électeurs « attentifs » français présentent 1,6 fois plus de chance de voter à l'élection présidentielle de 2007. En revanche, le suivi des nouvelles politiques n'est pas significatif comme nous nous l'attendions. Enfin, le sens du vote aux États-Unis contribue à expliquer au seuil de 1% le taux de participation électorale. En clair, les électeurs qui jugent le vote comme un devoir civique sont plus enclins à participer.

En définitive, l'hypothèse d'une incidence du déroulement de la campagne sur la décision de participer, à partir des déterminants structurels socioéconomiques et politiques,

semble vérifiée. Aux États-Unis l'affiliation partisane semble influencer autant qu'en France, la participation électorale mais le contexte de mobilisation des électeurs a eu des effets inattendus notamment en ce qui concerne l'âge, les revenus et le niveau de diplôme. Cette analyse nous a également permis d'estimer l'influence des variables conjoncturelles sur la campagne électorale, car une fréquence élevée du suivi de la campagne exerce une influence positive sur la hausse de la participation.

Ces résultats attestent donc de l'importance de l'acuité de la compétition électorale dans la décision de vote. Mais la participation ne résulte pas uniquement, des effets de campagne qui caractérisent l'élection, ou des déterminants structurels essentiellement l'âge qui peuvent d'une élection à l'autre, produire un comportement intermittent lorsque surviennent les élections législatives ou de mi-mandat. Ainsi, la nature des scrutins peut permettre grâce aux différences de mobilisation, de hiérarchiser les élections puisque la participation est fortement différenciée entre le scrutin présidentiel et le scrutin législatif ou de mi-mandat.

#### LA DIMENSION MULTINIVEAUX : LES LEGISLATIVES, ENTRE PARTICIPATION SELECTIVE ET INTERMITTENTE

---

Si les taux de participation enregistrés à l'élection présidentielle française d'avril-mai 2007 semblaient augurer un regain de mobilisation des électeurs, moins de cinq semaines après, aux élections législatives de juin, la dynamique mobilisatrice s'était estompée, faisant régresser le taux de participation à 60%. Parmi les neuf électeurs inscrits sur dix qui avaient participé à l'élection présidentielle, un inscrit sur trois n'avait pas du tout participé au scrutin législatif (Insee première, 2007). Certes, toutes les élections législatives organisées dans la foulée d'une présidentielle produisent de forts taux d'abstention. Mais ce décrochage résultant à la fois d'effets institutionnel et conjoncturel<sup>11</sup> met en évidence deux caractéristiques principales de la séquence électorale : une intermittence de la participation et une hiérarchisation des élections.

---

<sup>11</sup> Il s'agit de l'inversion du calendrier électoral qui fait du scrutin législatif, des « élections de confirmation » du choix présidentiel (Parodi, 1997), auquel s'ajoute un enjeu perçu comme moins important que l'élection présidentielle, et des facteurs structurels liés essentiellement à l'âge (Muxel, 2009).

Malgré les fortes disparités relevées entre les deux pays, le phénomène apparaît plus ou moins accentué aux États-Unis, à une différence près : les taux de participation aux élections de mi-mandat ont toujours été historiquement plus faibles que pour les élections présidentielles. Néanmoins, l'unique tour de scrutin aux États-Unis laisse apparaître une intermittence de la participation de l'élection présidentielle à l'élection de mi-mandat. Ce scrutin quadriennal sans conséquence pour le président<sup>12</sup>, et qui se produit entre deux élections présidentielles, vise à renouveler 37 des 50 Gouverneurs, un tiers des Sénateurs et l'ensemble des membres de la Chambre des Représentants, de même qu'un grand nombre de fonctions au niveau des États et des collectivités locales.

Ainsi, comme pour les élections législatives en France, les taux de participation aux élections de mi-mandat ne sont guère élevés. En 2010, seuls 37,8% de l'électorat potentiel s'est rendus aux urnes. Cette démobilisation souligne néanmoins une participation intermittente fluctuant au gré des conjonctures (tableau 5). On peut ainsi apprécier la tendance de la participation en repérant les records maximaux et minimaux enregistrés.

**Tableau 5. Participation électorale : pourcentage maximum, avant-dernier maximum, avant-dernier minimum, minimum aux élections françaises (1965-2007) et américaines (1964-2008).**

	France				États-Unis			
	Election Présidentielle, 1er tour		Elections Législatives, 1er tour		Election Présidentielle		Election de Mi-mandat	
	%	année	%	année	%	année	%	Année
% maximum	84,7	1965	83,2	1978	63,6	2008	48,2	1966
Avant-dernier max	84,2	1974	81,3	1973	61,9	1964	46,6	1970
Avant-dernier min	77,6	1969	64,4	2002	50,3	1988	35,1	2002
% minimum	71,6	2002	60,4	2007	48,9	1996	34,7	1998

Sources : Perrineau (2007) et Bréchon (2009) ; IDEA (2002) et *Statistical Abstract of United States*, 2008.

Les taux de participation les plus élevés à ces élections coïncident généralement avec une séquence mobilisatrice de l'élection présidentielle. Les pourcentages minimaux sont récents et les pourcentages maximaux anciens, excepté en 1969 où une conjoncture particulière explique la forte démobilisation. Ainsi, le record de participation de 1974

<sup>12</sup> Les enjeux des *midterm elections* (élections de mi-mandat) varient selon le type de scrutin considéré : les élections des Gouverneurs ont une portée symbolique pour l'exécutif mais sans conséquences au niveau fédéral, tandis que les élections sénatoriales, et les élections législatives impliquent des conséquences institutionnelles et politiques fortes pour le président.

pourrait essentiellement s'expliquer par des raisons conjoncturelles liées au contexte d'affrontement gauche-droite particulièrement intense aux élections législatives de 1973 et 1978. En revanche, l'élection américaine de 1964 semble avoir insufflé une participation dégressive aux élections de mi-mandat de 1966 et 1970.

Dans ce contexte, les élections présidentielles françaises de 2007 et américaines de 2008 apparaissent comme un moment de « rupture » avec une offre électorale traditionnelle pour laquelle les enjeux sont alors plus décisifs et l'importance accordée au scrutin, plus élevée.

En définitive, l'évolution de la participation dépend essentiellement des enjeux de l'élection. Les fortes disparités de participation entre les élections présidentielles et les élections législatives ou de mi-mandat, ne sont en grande partie que le fait de critères conjoncturels. Dans une configuration de type « élections de confirmation », alignées derrière des scrutins présidentiels mobilisateurs, les enjeux des élections législatives apparaissent moins fondamentaux, et la participation est moins élevée. En outre, si les consultations qui coïncident avec l'élection présidentielle sont peu mobilisatrices, elles font reculer la participation aux législatives. On peut donc conclure à une hiérarchisation de ces deux types de scrutins. Ces scrutins législatifs et de mi-mandat, considérés comme moins décisives, ont alors tendance à beaucoup moins mobiliser.

## CONCLUSION

---

Au-delà des disparités structurelles, institutionnelles et de culture politique relevées dans cette comparaison, les élections présidentielles françaises et américaines apparaissent comparables, aussi bien pour leur mobilisation « momentanée » que pour la démobilisation qui s'en est suivie aux scrutins législatifs ou de mi-mandat. Cette disparité de la participation entre scrutins présidentiels et législatifs inquiète. Si la tendance se prolonge la France se retrouverait en voie d'« américanisation électorale » selon Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen (2007), une « démocratie de l'abstention » comme c'est le cas depuis longtemps aux États-Unis. Mais si la conjoncture façonne le comportement politique des citoyens individualistes des sociétés démocratiques occidentales, notre étude pourrait avoir le mérite de contribuer à la mise en lumière des facteurs clés d'une mobilisation électorale réussie.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

BOUDON Raymond, (1997). « Le "paradoxe du vote" et la théorie de la rationalité » in *Revue française de sociologie*, Vol. 38 (2), pp. 217 – 227.

BRACONNIER Céline, DORMAGEN Jean-Yves, (2007). *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*. Gallimard, Paris.

BRECHON Pierre, (2009). *La France aux urnes. Soixante ans d'histoire électorale*. La Documentation française, (5e éd.), Paris.

DENNI Bernard, BRECHON Pierre. (1989). « Les méthodologies de l'analyse électorales » in GAXIE Daniel, *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2nde éd. (1ère éd., 1985).

FAUVELLE-AYMAR Christine, FRANÇOIS Abel, (2005). « Campaign, Political Preference and Turnout. An Empirical Study of the 1997 French Legislative Election » in *French Politics*, 3(1), pp.49-72.

FRANKLIN Mark N., (2004). *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*. Cambridge University Press.

GERSTLÉ Jacques, (2008). *La communication politique*. Armand Colin

HARROP M., MILLER W. L., (1987). *Elections and voters: a comparative introduction*. Basingstoke: Macmillan

INSEE - JUGNOT Stéphane, (2007). « La participation électorale en 2007. La mémoire de 2002 » in *Insee Première*, N°1169 (décembre).

International Institute for Democracy and Electoral Assistance, IDEA, (2002). *Voter Turnout since 1945: A Global Report*. cf. PINTOR Raphael L., GRATSCHEW Maria & al., International IDEA, Stockholm.

JAFFRÉ Jérôme, MUXEL Anne, (1997). « Les repères politiques » in BOY Daniel, MAYER Nonna (Dir.), *L'Électeur a ses raisons*. Presses de Sciences Po.

LANCELOT Alain, (1968). *L'abstentionnisme électorale en France*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris

LAZARSFELD Paul F., BERELSON Bernard, GAUDET Hazel, (1948). *The People's Choice. How the Voter makes up his Mind in a Presidential Campaign*. 2nde Edition, Columbia University Press, (1ère éd. 1944).

MATSUSAKA John G., PALDA Filip, (1999). « Voter Turnout: How Much Can We Explain? » in *Public Choice*, Vol.98 (2), pp.431-446, mars.

MAYER Nonna, (2010). *Sociologie des comportements politiques*. Armand Colin

McADAM Doug, (1982). *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*. University of Chicago Press

McDONALD Michael P., POPKIN Samuel L., (2001). « The Myth of the Vanishing Voter » in *American Political Science Review*, Vol.95 (4), pp.963-974, december.

MUXEL Anne, (2007). « La participation » in PERRINEAU Pascal (Dir.) *Atlas électoral 2007 : Qui vote quoi, où, comment ?* Presses de Sciences Po.

MUXEL Anne, (2009). « Loyautés, mobilités, abstentions » in CAUTRES Bruno, MAYER Nonna (Dir.), *Comment les électeurs font-ils leur choix ?* Presses de Sciences Po.

PARODI Jean-Luc, (1997). « Proportionnalisation périodique, cohabitation, atomisation partisane : un triple défi pour le régime semi-présidentiel de la Cinquième République » in *Revue française de science politique*, Vol. 47, N°5, pp. 292-312.

PERSICHINO Roger, (2008). *Les élections présidentielles aux États-Unis*. Gallimard

PUTNAM Robert D., (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. Simon and Schuster Paperbacks, New York

ROSENSTONE Steven J., HANSEN John M., (1993). *Mobilization, Participation and Democracy in America*. Macmillan Publishing Company, New York

SAUGER Nicolas, (2009). « Agenda électoral et vote sur enjeux » in CAUTRES Bruno, MAYER Nonna (Dir.), *Comment les électeurs font-ils leur choix ?* Presses de Sciences Po.

SUBILEAU Françoise, TOINET Marie-France, (1989). « L'abstention en France et aux États-Unis : méthodes et interprétations » in GAXIE Daniel, *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2<sup>de</sup> éd. (1<sup>ère</sup> éd., 1985).

SUBILEAU Françoise, TOINET Marie-France, (1993). *Les chemins de l'abstention. Une comparaison franco-américaine*. La découverte, Paris.

TIBERJ Vincent, VEDEL Thierry, (2007). « Les medias et l'image des candidats : une exploration des effets de la télévision » in CEVIPOF, *Le Baromètre Politique Français (2006-2007)*.

WOLFINGER Raymond, ROSENSTONE Steven J., (1980). *Who votes?* Yale University Press, New Haven.